

VALLOUREC

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 212 006 640 €
Siège social, 130 rue de Silly à 92100 Boulogne-Billancourt
552 142 200 RCS Nanterre
Siret 552 142 200 00765 - APE 741 J

ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 1^{er} JUIN 2006

***ORDINARY AND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING
1 JUNE 2006***

**Documents prévus à l'article 133
du décret du 23 Mars 1967**

Documents in accordance with article 133 of the decree of 23 March 1967

AVIS DE CONVOCATION

Assemblée Générale Ordinaire du 1^{er} juin 2006

Les Actionnaires de la société VALLOUREC sont convoqués au Palais Brongniart à PARIS (75002), salon d'honneur, 1^{er} étage, accès face au 40 rue Notre Dame des Victoires, **le JEUDI 1^{er} JUIN 2006 à 16 H 30** en **Assemblée Générale Ordinaire**, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de Commerce,
2. Approbation des comptes sociaux et du rapport de gestion du Directoire,
3. Approbation des comptes consolidés,
4. Affectation du résultat et distribution d'un dividende,
5. Ratification de la cooptation de Monsieur Heinz-Jörg Fuhrmann, en remplacement de Monsieur Kunibert Martin démissionnaire,

6. à 10. Renouvellement des mandats de membres du Conseil de Surveillance de :
 - Monsieur Patrick Boissier
 - Monsieur Wolfgang Eging
 - Monsieur Heinz Jörg Fuhrmann
 - Monsieur Denis Gautier-Sauvagnac
 - Monsieur Jean-Paul Parayre

11. & 12. Nomination de nouveaux Commissaires aux comptes titulaires,
13. Renouvellement, d'un Commissaire aux comptes suppléant
14. Nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes suppléant,
15. Mise à jour du montant de l'enveloppe annuelle des jetons de présence des membres du Conseil de Surveillance,
16. Autorisation d'un programme de rachat d'actions.

Tous les Actionnaires, quel que soit le nombre de leurs titres, ont le droit d'assister à cette Assemblée. Sur demande adressée au siège de la société ou au CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées - 92862 Issy Les Moulineaux cedex 09, une carte d'admission leur sera envoyée.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, les Actionnaires qui ne pourraient assister à cette Assemblée auront la possibilité de choisir de donner pouvoir à un autre actionnaire ou à leur conjoint ou bien de retourner une procuration sans indication de mandataire, ou bien encore de voter par correspondance.

Un formulaire de procuration ou de vote par correspondance ainsi que ses annexes seront adressés aux frais de la société, aux Actionnaires nominatifs. Ils peuvent être demandés également au siège de la société ou au CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées - 92862 92862 Issy Les Moulineaux cedex 09, au plus tard cinq jours avant la réunion. Pour être pris en considération, les formulaires retournés devront parvenir à la société ou au CACEIS Corporate Trust au plus tard trois jours avant la réunion.

Pour avoir le droit d'assister à cette Assemblée, ou de s'y faire représenter par son conjoint ou par un mandataire lui-même Actionnaire, ou bien encore de voter par correspondance, les titulaires d'actions nominatives doivent être inscrits en compte nominatif auprès de la société trois jours, au moins, avant la date fixée pour cette Assemblée. Les propriétaires d'actions au porteur devront, dans le même délai, faire immobiliser leurs titres en compte par l'intermédiaire habilité (banque, établissement de crédit, société de bourse) ayant qualité pour délivrer une attestation d'immobilisation. L'attestation d'immobilisation devra, selon le cas, être jointe à la demande de carte d'admission ou bien être jointe au formulaire de procuration ou de vote par correspondance.

Les Actionnaires pourront se procurer les documents prévus aux articles 135 et 258 du même décret par simple demande adressée au siège social de la société ou au CACEIS Corporate Trust.

LE DIRECTOIRE

INVITATION TO ATTEND Ordinary General Meeting 1 June 2006

Vallourec's shareholders are invited to the salon d'honneur of the Palais Brongniart , 1st floor (Entrance opposite 40, rue Notre Dame des Victoires), in Paris (75002), on **Thursday 1 June 2006 at 4:30 p.m.** to attend the **Ordinary General Meeting**, in order to consider the items on the following agenda :

1. Agreements subject to Article L. 225-86 of the French Code de Commerce,
2. Approval of parent company financial statements and management report of the Management Board,
3. Approval of consolidated financial statements,
4. Allocation of net income and dividend distribution,
5. Ratification of provisional appointment of Mr Heinz-Jörg Fuhrmann to replace Mr Kunibert Martin, who has resigned,
6. to 10. Renewal of the terms of office of the following members of the Supervisory Board:
 - Mr Patrick Boissier,
 - Mr Wolfgang Eging,
 - Mr Heinz Jörg Fuhrmann,
 - Mr Denis Gautier-Sauvagnac,
 - Mr Jean-Paul Parayre
11. & 12. Appointment of new Statutory Auditors,
13. Renewal of the term of office of an Alternative Auditor,
14. Appointment of a new Alternative Auditor,
15. Modification of annual attendance fee budget for members of the Supervisory Board,
16. Authorization of share buy-back programme.

All shareholders, irrespective of the number of shares they hold, have the right to attend this Meeting. Upon application to the Registered Office or to CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées - 92862 Issy Les Moulineaux cedex 09, an admission card will be sent to any shareholder wishing to attend.

In accordance with current legislation, shareholders who cannot attend this Meeting will be able either to nominate another shareholder or their spouse as proxy, or to return a proxy form without indicating a representative, or to vote by post.

A form for proxy or postal vote and related attachments will be sent at the Company's expense to holders of registered shares. Forms for proxy and postal vote can be obtained from the Registered Office or to CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées - 92862 Issy Les Moulineaux cedex 09, five days before the meeting. To make sure, proxy are taken into account, they should be back to CACEIS Corporate Trust at least three days before the date set for this Meeting..

In order to have the right to attend this Meeting, or to be represented by their spouse or another shareholder, or to use a postal vote, holders of registered shares must have been registered as such with the Company at least three days before the date set for this Meeting. Holders of bearer shares must, at least three days before the date set for this Meeting, lodge their shares in a blocked account with a bank, credit institution, stockbroker authorised to issue a certificate of immobilization. The certificate must, where applicable, be attached to the request for an admission card or to the proxy or postal vote form.

The shareholders can get documents covered by the articles 135 and 258 of the same decree by simple mail addressed to the Registered Office of the company.

THE MANAGEMENT BOARD

PROJET DE RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION *(Approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du code de commerce, déclare approuver les opérations mentionnées dans ce rapport et prend acte en tant que de besoin de la continuation au cours de l'exercice des conventions autorisées antérieurement.

DEUXIEME RESOLUTION *(Approbation des comptes sociaux et du rapport de gestion du Directoire)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports du Directoire, du rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le contrôle interne, du rapport du Conseil de Surveillance et du rapport général des Commissaires aux comptes sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2005, approuve le rapport de gestion du Directoire, ainsi que les comptes sociaux tels qu'ils lui ont été présentés, qui se soldent par un résultat bénéficiaire de 14 144 934,26 euros.

TROISIEME RESOLUTION *(Approbation des comptes consolidés)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2005 tels qu'ils lui ont été présentés, qui se soldent par un résultat bénéficiaire de 632 389 milliers d'euros.

QUATRIEME RESOLUTION *(Affectation du résultat)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, approuve l'affectation du résultat proposée par le Directoire.

Elle décide en conséquence d'affecter le résultat de l'exercice soit 14 144 934,26 euros, à hauteur de 1 460 752 euros à la réserve légale et d'affecter le solde soit 12 684 182,26 euros, augmenté d'une somme de 106 039 536,14 euros prélevée sur le poste « report à nouveau » pour 101 916 198,73 euros et sur le poste de réserves générales pour 4 123 337,41 euros, soit un montant total de 118 723 718,40 euros, à la distribution d'un dividende.

Il est rappelé que lors de la délibération du Directoire du 14 septembre 2005, il a été déjà réparti un acompte sur dividende de 4 euros par action (soit un montant global de 41 322 332 euros). Cet acompte a été mis en paiement le 12 octobre 2005.

Il sera ainsi versé à chacune des 10 600 332 actions constituant le capital social au 31 décembre 2005 un solde de 7,20 euros, correspondant à un dividende total versé à chaque action au titre de l'exercice 2005 de 11,20 euros.

L'Assemblée précise que la Société ne percevra pas de dividende au titre des actions qu'elle détiendrait en propre lors du détachement du coupon. Le montant correspondant sera reporté à nouveau. En conséquence, l'Assemblée donne mandat au Directoire pour réviser le cas échéant le montant définitif de la distribution effective et le montant définitif du report à nouveau.

Ce dividende sera mis en paiement le 5 juillet 2006.

Conformément au 2° de l'article 158.3 du code général des impôts, ce dividende est éligible à l'abattement de 40% compensant pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France la suppression de l'avoir fiscal.

L'Assemblée Générale prend acte que les dividendes attribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende net par action (en euros)	Avoir fiscal par action (en euros)	Revenu global par action (en euros)
2002	9 730 226	2,10	1,05 (50%)	3,15
2003	9 730 266	1,60	0,80 (50%)	2,40
2004	9 869 956	3,20	Néant	3,20

PROPOSED RESOLUTIONS

FIRST RESOLUTION *(Approval of the Statutory Auditors' special report on certain related party transactions)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, having heard the special report of the Auditors in respect of the agreements subject to Article L. 225-86 of the French Code de Commerce, approves the operations stated in that report and records, where relevant, the continuation of agreements authorized previously during the year under review.

SECOND RESOLUTION *(Approval of Company financial statements and the management report of the Management Board)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, having heard the reports of the Management Board, the report of the Chairman of the Supervisory Board on internal control, the report of the Supervisory Board and the general report of the Auditors for the financial year ended 31 December 2005, hereby approves the management report of the Management Board and the Company financial statements for the financial year 2005 as presented, which show net income of € 14,144,934.26.

THIRD RESOLUTION *(Approval of consolidated financial statements)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, having heard the reports of the Management Board, the Supervisory Board and the Auditors, approves the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2005 as presented to it, which show net income of € 632,389 thousand.

FOURTH RESOLUTION *(Allocation of net income)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, hereby approves the allocation of net income recommended by the Management Board.

In so doing, it resolves to appropriate from the net income for the financial year an amount of € 1,460,752 to the legal reserve and to appropriate the balance of € 12,684,182.26, increased by the amount of € 106,039,536.14, € 101,916,198.73 of which was deducted from retained earnings and € 4,123,337.41 of which was deducted from general reserves, to give a total of € 118,723,718.40, to the distribution of dividends.

Shareholders are reminded that, at its meeting on 14 September 2005, the Management Board had already decided to distribute an interim dividend of € 4 per share (giving a total payment of € 41,322,332). This interim dividend was paid on 12 October 2005.

Accordingly, the balance of € 7.20 shall be paid to each of the 10,600,332 shares representing the share capital at 31 December 2005, corresponding to a total dividend paid to each share in respect of the financial year 2005 of € 11.20.

The Meeting stipulates that the Company shall not receive any dividend in respect of any of its own shares that it may hold on the ex-dividend date. The corresponding amount shall be appropriated to retained earnings. Accordingly, the Meeting authorizes the Management Board, if necessary, to amend the final amount of dividends actually distributed and the final amount appropriated to retained earnings.

The dividend will be paid on 5 July 2006.

In accordance with the provisions of Article 158.3 (2°) of the French General Tax Code (*Code Général des Impôts*), this dividend is eligible for the 40% deduction designed to compensate individuals domiciled in France for tax purposes for the abolition of the tax credit.

The General Meeting notes that the dividends granted for the preceding three financial years were as follows:

Financial year	Number of shares	Net dividend per share (in €)	Tax credit per share (in €)	Total income per share (in €)
2002	9,730,226	2.10	1.05 (50%)	3.15
2003	9,730,266	1.60	0.80 (50%)	2.40
2004	9,869,956	3.20	Nil	3.20

CINQUIEME RESOLUTION *(Ratification de la nomination de M. Heinz-Jörg Fuhrmann en qualité de membre du Conseil de Surveillance, en remplacement de M. Kunibert Martin démissionnaire)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, ratifie, conformément à l'article L. 225-78 du code de commerce, la nomination faite à titre provisoire par le Conseil de Surveillance lors de sa délibération du 14 décembre 2005, aux fonctions de membre du Conseil de Surveillance, de M. Heinz-Jörg Fuhrmann, en remplacement de M. Kunibert Martin par suite de la démission de celui-ci, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit à l'issue de la présente Assemblée Générale Ordinaire.

SIXIEME RESOLUTION *(Renouvellement de mandat d'un membre du Conseil de Surveillance venant à expiration)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Patrick Boissier pour une durée de cinq (5) années venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

SEPTIEME RESOLUTION *(Renouvellement de mandat d'un membre du Conseil de Surveillance venant à expiration)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Wolfgang Eging pour une durée de cinq (5) années venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

HUITIEME RESOLUTION *(Renouvellement de mandat d'un membre du Conseil de Surveillance venant à expiration)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Heinz-Jörg Fuhrmann pour une durée de cinq (5) années venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

NEUVIEME RESOLUTION *(Renouvellement de mandat d'un membre du Conseil de Surveillance venant à expiration)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Denis Gautier-Sauvagnac pour une durée de cinq (5) années venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

DIXIEME RESOLUTION *(Renouvellement de mandat d'un membre du Conseil de Surveillance venant à expiration)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Jean-Paul Parayre pour une durée de cinq (5) années venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

ONZIEME RESOLUTION *(Nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes titulaire)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, prend acte de l'expiration du mandat de Commissaire aux comptes titulaire de la Société Barbier Frinault & Autres et décide de ne pas la renouveler dans ses fonctions.

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil de Surveillance, décide de nommer KPMG – domicilié 1 Cours Valmy – 92923 Paris La Défense Cedex - en qualité de Commissaire aux comptes titulaire pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

DOUZIEME RESOLUTION *(Nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes titulaire)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, prend acte de l'expiration du mandat de Commissaire aux comptes titulaire du cabinet Calan, Ramolino et Associés et décide de ne pas la renouveler dans ses fonctions.

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil de Surveillance, décide de nommer Deloitte & Associés dont le siège est 185, avenue Charles de Gaulle – 92524 Neuilly Sur Seine en qualité de Commissaire aux comptes titulaire pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

FIFTH RESOLUTION *(Ratification of the appointment of Mr Heinz-Jörg Fuhrmann as a member of the Supervisory Board, to replace Mr Kunibert Martin, who has resigned)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, ratifies, in accordance with Article L. 225-78 of the French Code de Commerce, the provisional appointment as a member of the Supervisory Board of Mr Heinz-Jörg Fuhrmann at the Supervisory Board meeting on 14 December 2005, to replace Mr Kunibert Martin, who resigned, for the remainder of Mr Martin's term of office, that is until the close of this Ordinary General Meeting.

SIXTH RESOLUTION *(Renewal of the term of office of a member of the Supervisory Board, said term of office having expired)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, resolves to renew the appointment as a member of the Supervisory Board of Mr Patrick Boissier for a term of five (5) years expiring at the end of the Ordinary General Meeting called to approve the financial statements for the year ended 31 December 2010.

SEVENTH RESOLUTION *(Renewal of the term of office of a member of the Supervisory Board, said term of office having expired)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, resolves to renew the appointment as a member of the Supervisory Board of Mr Wolfgang Eging for a term of five (5) years expiring at the end of the Ordinary General Meeting called to approve the financial statements for the year ended 31 December 2010.

EIGHTH RESOLUTION *(Renewal of the term of office of a member of the Supervisory Board, said term of office having expired)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, resolves to renew the appointment as a member of the Supervisory Board of Mr Heinz-Jörg Fuhrmann for a term of five (5) years expiring at the end of the Ordinary General Meeting called to approve the financial statements for the year ended 31 December 2010.

NINTH RESOLUTION *(Renewal of the term of office of a member of the Supervisory Board, said term of office having expired)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, resolves to renew the appointment as a member of the Supervisory Board of Mr Denis Gautier-Sauvagnac for a term of five (5) years expiring at the end of the Ordinary General Meeting called to approve the financial statements for the year ended 31 December 2010.

TENTH RESOLUTION *(Renewal of the term of office of a member of the Supervisory Board, said term of office having expired)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, resolves to renew the appointment as a member of the Supervisory Board of Mr Jean-Paul Parayre for a term of five (5) years expiring at the end of the Ordinary General Meeting called to approve the financial statements for the year ended 31 December 2010.

ELEVENTH RESOLUTION *(Appointment of new Statutory Auditors)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, notes the expiry of the term of office as Statutory Auditors of the Company Barbier Frinault & Autres and resolves not to renew its appointment.

The General Meeting, on the recommendation of the Supervisory Board, resolves to appoint KPMG, domiciled at 1 Cours Valmy, 92923 Paris La Défense Cedex, as Statutory Auditors for a term of six (6) financial years until the Ordinary General Meeting called to approve the financial statements for the year ended 31 December 2011.

TWELFTH RESOLUTION *(Appointment of new Statutory Auditors)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, notes the expiry of the term of office as Statutory Auditors of the Firm Calan, Ramolino et Associés and resolves not to renew its appointment.

The General Meeting, on the recommendation of the Supervisory Board, resolves to appoint Deloitte & Associés whose registered office is at 185, avenue Charles de Gaulle, 92524 Neuilly Sur Seine, as Statutory Auditors for a term of six (6) financial years until the Ordinary General Meeting called to approve the financial statements for the year ended 31 December 2011.

TREIZIEME RESOLUTION *(Nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes suppléant)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, prend acte de l'expiration du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de M. Jean-Marc Besnier et décide de ne pas le renouveler dans ses fonctions.

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil de Surveillance, décide de nommer en qualité de Commissaire aux comptes suppléant de KPMG, la SCP Jean-Claude André & Autres domicilié Les hauts de Villiers, 2 bis rue de Villiers, à Levallois-Perret – 92300 – pour la durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

QUATORZIEME RESOLUTION *(Renouvellement d'un Commissaire aux comptes suppléant)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, prend acte de l'expiration du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de la Société BEAS Sarl et décide de la renouveler dans ses fonctions en tant que Commissaires aux comptes suppléant de Deloitte & Associés pour la durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

QUINZIEME RESOLUTION *(Mise à jour du montant des jetons de présence)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, fixe à 400 000 euros le montant global maximal annuel des jetons de présence susceptible d'être alloué au Conseil de Surveillance pour l'exercice 2006 et chaque exercice suivant jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement.

SEIZIEME RESOLUTION *(Autorisation d'un programme de rachat d'actions)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées Ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance autorise le Directoire, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du code de commerce et dans le respect des conditions définies dans les articles 241-1 à 241-8 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 pris en application de la directive 2003/6/CE du 28 janvier 2003, à acheter des actions de la Société en vue :

- de leur attribution ou de leur vente (i) dans le cadre des dispositions des articles L. 225-179 et suivants du code de commerce, ou (ii) dans le cadre d'un plan d'actionnariat ou d'un plan d'épargne d'entreprise, ou (iii) en application des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du code de commerce, ou
- de l'animation du marché ou la liquidité de l'action, par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers, ou
- de la remise ultérieure à titre d'échange, de paiement ou autre dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, ou
- de la remise dans le cadre de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ou
- de leur annulation, cette décision impliquant toutefois une autre autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire convoquée et tenue postérieurement à ce jour
- de mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, réaliser toute autre opération conforme à la législation en vigueur.

Les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que le nombre d'actions que la Société détiendra à la suite de ces achats ne dépasse pas 10% des actions qui composent le capital de la Société, sachant que le pourcentage s'appliquera à un capital ajusté en fonction des opérations qui pourront l'affecter postérieurement à la présente Assemblée.

Les opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être réalisées par le Directoire, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il appréciera, par tous moyens en bourse ou de gré à gré, notamment par intervention sur ou hors marché, offre publique d'achat ou d'échange ou achats de blocs y compris par l'utilisation d'instruments financiers dérivés. La part maximale du capital acquise, cédée, échangée ou transférée par voie de bloc de titres pourra concerner la totalité du programme de rachat. Les opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront avoir lieu en période d'offre publique dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et sous réserve des dispositions de l'article 631-6 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers relatif aux « fenêtres négatives ».

Le prix maximum d'achat de chaque action est fixé à la valeur de l'action à la clôture de la dernière séance de bourse précédant cette assemblée, majorée de 50%.

L'Assemblée Générale délègue au Directoire, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence d'éventuelles opérations financières sur la valeur de l'action. Notamment en cas d'opération sur le capital, en particulier en cas de division ou de regroupement des actions, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution d'actions gratuites, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital social avant l'opération et ce nombre après l'opération.

THIRTEENTH RESOLUTION *(Appointment of new Alternative Auditors)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, notes the expiry of the term of office as Alternative Auditor of Mr Jean-Marc Besnier and resolves not to renew his appointment.

The General Meeting, on the recommendation of the Supervisory Board, resolves to appoint SCP Jean-Claude André & Autres, domiciled at 2 bis rue de Villiers, Levallois-Perret, 92300 Les hauts de Villiers, as Alternative Auditors to KPMG for a term of six (6) financial years until the Ordinary General Meeting called to approve the financial statements for the year ended 31 December 2011.

FOURTEENTH RESOLUTION *(Renewal of the term of office of Alternative Auditors)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, notes the expiry of the term of office as Alternative Auditors of BEAS Sarl and resolves to renew its appointment as Alternative Auditors to Deloitte & Associés for a term of six (6) financial years until the Ordinary General Meeting called to approve the financial statements for the year ended 31 December 2011.

FIFTEENTH RESOLUTION *(Modification of attendance fees)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, fixes at € 400,000 the total maximum annual amount of attendance fees that may be granted to members of the Supervisory Board for the financial year 2006 and each subsequent financial year until decided otherwise.

SIXTEENTH RESOLUTION *(Authorization of share buy-back programme)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, having heard the reports of the Management Board and Supervisory Board, authorizes the Management Board, in accordance with Articles L. 225-209 et seq. of the French Code de Commerce and the conditions laid down in Articles 241-1 to 241-8 of the General Regulation (*Règlement Général*) of the Autorité des Marchés Financiers and European Regulation no. 2273/2003 of 22 December 2003 implementing EC Directive 2003/6/EC of 28 January 2003, to purchase the Company's shares with a view to:

- their attribution or sale (i) in accordance with the provisions of Articles L. 225-179 et seq. of the French Code de Commerce, or (ii) within the context of a share ownership plan or company savings plan, or (iii) in accordance with the provisions of Articles L. 225-197-1 et seq. of the French Code de Commerce, or
- an investment services provider stimulating the market for or liquidity of the shares by means of a liquidity contract in accordance with the code of business ethics recognized by the Autorité des Marchés Financiers, or
- their subsequent use by way of exchange, payment or other use in connection with any acquisition transaction, or
- their use in connection with the exercise of rights attached to transferable securities giving the right via the redemption, conversion, exchange, presentation of a warrant or in any other way to the attribution of shares in the Company, or
- their cancellation, subject to a further authorization being given by an Extraordinary General Meeting called and held subsequent to this day,
- implementing any market practice authorized by the Autorité des Marchés Financiers, and more generally carrying out any other transaction allowed by the prevailing legislation.

Purchases of Company shares may apply to a number of shares such that the number of shares held by the Company subsequent to such purchases does not exceed 10% of the Company's share capital. Such percentage shall apply to the share capital as adjusted for any transactions that may affect the share capital subsequent to this General Meeting.

The purchase, disposal, exchange or transfer of shares may be carried out by the Management Board on one or more occasions, at the times the Board considers appropriate, by any means on the stock exchange or over-the-counter and notably through any intervention on or off the market, public purchase or exchange offer, or the purchase of blocks of shares, including through the use of financial derivatives. The full amount of the repurchase programme may be acquired, ceded, exchanged or transferred by means of blocks of shares. Purchase, disposal, exchange or transfer transactions may take place during the period of a public offering subject to the limits authorized by the prevailing legal and regulatory requirements and subject to the provisions of Article 631-6 of the General Regulation of the Autorité des Marchés Financiers relating to "black-out periods".

The maximum purchase price of each share is set at the value of the share at the close of the last stock exchange trading session preceding this General Meeting, increased by 50%.

The General Meeting invests all power in the Management Board to adjust the aforementioned purchase price in order to take account of the impact of any financial transactions on the value of the shares. In particular, in the event of any transactions in the Company's share capital, notably in the event of a stock split or reverse stock split, a capital increase by means of the capitalization of reserves and the attribution of bonus shares, the aforementioned prices shall be multiplied by a coefficient equal to the ratio between the number of shares comprising the share capital before the transaction and the number after the transaction.

L'Assemblée décide en outre, qu'en cas d'offre publique sur les titres de la Société, réglée intégralement en numéraire, la Société pourra poursuivre l'exécution de son programme de rachat d'actions.

Le montant maximum destiné à la réalisation du programme de rachat est de 750 millions d'euros.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Directoire à l'effet de procéder à ces opérations et pour en décider et en effectuer la mise en œuvre, et notamment pour passer tous ordres de Bourse, conclure tous accords, en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et tout autre organisme, procéder à l'ajustement prévu par la réglementation en vigueur en cas d'achat d'actions à un prix supérieur au cours de Bourse.

Le Directoire est expressément autorisé à déléguer à son Président, avec faculté pour ce dernier de sous-déléguer à une personne qu'il avisera, l'exécution des décisions que le Directoire aura prises dans le cadre de la présente autorisation.

Cette autorisation restera valable pour une durée de dix-huit mois à compter de ce jour.

Elle annule et remplace l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2005.

The General Meeting also resolves that, in the event of a public offer for the Company's shares to be settled entirely in cash, the Company may continue to implement its share buy-back programme.

The maximum amount of funds earmarked for the share buy-back programme is € 750 million.

The General Meeting invests all power in the Management Board to carry out these operations and to decide on and implement this authorization and, in particular, to place any stock exchange orders, conclude any agreements, notably concerning the keeping of registers of purchases and sales of shares, make any declarations to the Autorité des Marchés Financiers or any other body and effect the adjustment provided for under the prevailing regulations in the event of the purchase of shares at a price higher than the stock exchange price.

The Management Board is expressly authorized to delegate to its Chairman, with the latter having the option to sub-delegate to a person of his choice, the execution of decisions taken by the Management Board in connection with this authorization.

This authorization is granted for a period of eighteen months from today.

It cancels and replaces the authorization given by the Ordinary and Extraordinary General Meeting held on 7 June 2005.

EXPOSE SOMMAIRE DE L'ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE 2005

Après l'excellente année 2004, l'année 2005 aura été une nouvelle année de tous les records, tant en termes d'activité que de résultats. L'année 2005 a également vu se réaliser une étape essentielle dans le développement du Groupe, avec le rachat de la participation de 45% détenue par Salzgitter Mannesmann GmbH dans V & M TUBES.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice s'est élevé à 4 307,4 M€, en hausse de 41,8% par rapport au chiffre d'affaires de 2004 qui constituait déjà un record historique, en hausse de 27,9% par rapport à 2003 et qui, à 3 037,8 M€, dépassait pour la première fois la barre symbolique des 3 milliards d'euros.

Alors qu'en 2004 la hausse reflétait principalement la croissance du niveau d'activité en volume (+14,6%) la progression de 41,8% en 2005 est essentiellement due à un effet mix, prix et devises de 35,7%, l'effet volume restant limité à 6%, la plupart des capacités de production tournant à plein régime depuis 2004. L'effet périmètre est peu significatif (-1,5%). Le poids de l'effet mix, prix, devises s'explique par le fait que, favorisé par un contexte porteur, Vallourec a pu continuer d'appliquer en 2005 de nouvelles hausses de prix, notamment au Brésil et aux Etats-Unis, et améliorer de façon constante le mix produits, tandis que les augmentations de prix négociées en 2004 ont donné leur plein effet sur l'ensemble de 2005.

Les activités tubes pour le forage et l'exploitation des puits de pétrole et de gaz et tubes pour centrales électriques ont représenté 59,3% du chiffre d'affaires consolidé de Vallourec en 2005, illustrant l'orientation de plus en plus marquée du Groupe vers les marchés de l'Energie. Par comparaison, la part annuelle de ces deux marchés n'était que de 34,6% en 2000.

En termes de répartition géographique, le caractère mondial de l'activité du Groupe continue de s'affirmer, année après année. La part de la France dans le chiffre d'affaires consolidé 2005 est inférieure à 10% (9,5%) et la part réalisée hors de l'Union Européenne élargie à 25 représente plus de 60% (61,3%), en conséquence notamment de la progression de l'Asie et de l'Amérique du Nord. Il y a 5 ans, en 2000, la France représentait 22,7% des ventes consolidées et la part réalisée hors de l'Europe "des Quinze" n'était que de 41,6%.

Les charges d'exploitation augmentent de 27,8%. Cette augmentation est la résultante d'une part d'une hausse de 36,8% des achats de matières premières et, d'autre part, d'une hausse de 20,1% de l'ensemble des autres charges d'exploitation. La hausse des achats de matières premières, largement supérieure à l'augmentation des volumes (+14,6%) est liée essentiellement à la forte augmentation de leurs prix qui, même s'ils ont eu tendance à se stabiliser cette année, se sont situés à des niveaux moyens nettement supérieurs à ceux de 2004. La hausse des autres charges d'exploitation s'explique notamment par l'augmentation des frais de transports et des dépenses d'énergie.

L'augmentation des prix de vente et l'enrichissement du mix produits sont les principaux facteurs de la croissance du résultat brut d'exploitation qui ressort en hausse de 133,3%, à 1 060,6 millions d'euros par rapport à 454,6 millions d'euros en 2004. Il atteint ainsi le niveau record de 24,6% du chiffre d'affaires contre 15,0% l'an dernier qui était déjà un record.

Le résultat net consolidé total pour l'exercice 2005 est un bénéfice de 632,4 M€, soit 14,7% du chiffre d'affaires, par rapport à un résultat de 265,2 M€, soit 8,7% du chiffre d'affaires en 2004. Il est en hausse de 138,5% par rapport à l'exercice précédent.

En raison notamment de l'effet positif de l'acquisition des 45% de V & M TUBES effective à compter du 1^{er} juillet 2005, le résultat net part du Groupe a quant à lui plus que triplé à 473,0 millions d'euros contre 145,0 millions en 2004. Si l'acquisition avait été réalisée au 1^{er} janvier 2005, le résultat net part du Groupe de Vallourec aurait été de 576,7 millions d'euros en 2005 au lieu de 473,0 millions d'euros et le résultat net total aurait été quasiment inchangé.

Malgré une progression de 75,3% des investissements industriels bruts en 2005, à 188,6 millions d'euros, et des investissements financiers représentant un total de 651,3 millions d'euros (acquisitions des 45% de V & M TUBES et des actifs d'OMSCO), l'endettement net total du Groupe ne s'est accru que de 259,3 millions d'euros en 2005, l'augmentation de capital intervenue en juillet 2005 pour un montant net de 123 millions d'euros ayant permis de limiter le recours à l'endettement. Le Groupe est ainsi passé d'une situation de trésorerie nette positive de 54,6 millions d'euros au 31 décembre 2004 à un endettement net de 204,7 millions d'euros au 31 décembre 2005, représentant un ratio d'endettement (endettement net sur fonds propres) de 13,6%.

SUMMARY OVERVIEW OF ACTIVITY IN 2005

After an excellent 2004, 2005 was likewise a year that broke all records, both in terms of activity and results. 2005 also saw the achievement of an essential stage in the Group's development with the acquisition of the 45% stake in V & M TUBES previously held by Salzgitter Mannesmann GmbH.

Consolidated sales for the year totalled € 4,307.4 million, 41.8% up on 2004 sales which were themselves at record levels: at € 3,037.8 million, 2004 sales were up 27.9% compared with 2003 and, for the first time, broke through the symbolic € 3 billion barrier.

Whilst in 2004 the rise reflected mainly an increase in volumes (+14.6%), the 41.8% increase in 2005 was mainly due to a mix, price and currency effect of 35.7%, the volume effect being limited to 6%, with most of the Group's production facilities operating at full capacity since 2004. The scope effect was insignificant (-1.5%). The mix, price and currency effect was mainly due to the fact that Vallourec, benefiting from a favourable economic climate, was able to continue to apply further selling price increases in 2005, particularly in Brazil and the United States, and to constantly improve its product mix, whilst the full effect of price increases negotiated in 2004 was felt throughout 2005.

Two activities – pipes for oil & gas drilling and extraction and tubes for power plants - represented 59.3% of Vallourec's consolidated sales in 2005, illustrating the Group's policy of focusing increasingly on the energy sectors. By comparison, the Group's sales in these two markets accounted for only 34.6% of consolidated sales in 2000.

In terms of geographic breakdown, the global character of the Group's activities is becoming more apparent each year. France's share of 2005 consolidated sales was less than 10% (9.5%) and sales outside the enlarged, 25-member European Union represented more than 60% (61.3%) of the total, due, in particular, to increases in Asia and North America. Five years ago, in 2000, sales in France accounted for 22.7% of consolidated sales and those outside the Europe "of 15" accounted for only 41.6%.

Operating costs increased by 27.8%. This increase was due, on the one hand, to a 36.8% rise in purchases of raw materials and, on the other hand, to a 20.1% rise in all other operating costs. The increase in purchases of raw materials, which was significantly greater than the 14.6% increase in volumes, was due mainly to the sharp rise in their prices. Even though they tended to stabilize this year, average purchase prices were significantly higher than those of 2004. The rise in other operating costs was due, in particular, to the increase in transportation and energy costs.

The increase in selling prices and the enhanced product mix were the main causes of growth in EBITDA, which increased by 133.3% to € 1,060.6 million compared with € 454.6 million in 2004. EBITDA therefore achieved the record level of 24.6% of sales compared with 15.0% the previous year, which was itself a record.

Total consolidated net income for 2005 was € 632.4 million, i.e. 14.7% of sales, compared with € 265.2 million, i.e. 8.7% of sales, in 2004, representing an increase of 138.5% over the previous year.

Due, in particular, to the positive effect of the acquisition of the 45% stake in V & M TUBES, which was effective as from 1 July 2005, net income, Group share, more than tripled to € 473.0 million compared with € 145.0 million in 2004. If the acquisition had taken place on 1 January 2005, Vallourec's net income, Group share, would have been € 576.7 million in 2005, instead of € 473.0 million, although total net income would have remained almost unchanged.

Despite an increase in gross capital expenditure of 75.3% to € 188.6 million in 2005, and financial investments totalling € 651.3 million (acquisition of the 45% stake in V & M TUBES and OMSCO's assets), the Group's total net debt grew by only € 259.3 million in 2005 because the rights offering in July 2005, which generated a net amount of € 123 million, enabled the Group to limit its recourse to debt. The Group's cash position thus changed from positive net cash of € 54.6 million at 31 December 2004 to net debt of € 204.7 million at 31 December 2005, representing a gearing ratio (net debt / shareholders' equity) of 13.6%.

AVIS DE CONVOCATION

Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} juin 2006

Les Actionnaires de la société VALLOUREC sont convoqués au Palais Brongniart à PARIS (75002), salon d'honneur, 1^{er} étage, accès face au 40 rue Notre Dame des Victoires, **le JEUDI 1^{er} JUIN 2006 à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire convoquée le même jour à 16 H 30**, en **Assemblée Générale Extraordinaire**, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour ci-dessous :

1. Division du nominal des actions par cinq (5) pour le ramener de 20 € à quatre (4) euros,
 2. Modification des dispositions de l'article 8 des statuts sur les déclarations de franchissements de seuils,
 3. Modification des dispositions statutaires sur la révocation des membres du Directoire,
 4. Modification de l'article 9 des statuts sur la durée du mandat et la limite d'âge des membres du Directoire,
 5. Modification de l'article 10 des statuts relatif au Conseil de Surveillance : modification de la limite d'âge des membres du Conseil de Surveillance,
 6. Création de la fonction de Censeur,
 7. Nomination d'un Censeur,
 8. Modification de l'article 12 des statuts relatif aux assemblées générales : modification relative au lieu de tenue des assemblées générales,
 9. Mise en conformité des statuts avec la loi du 26 juillet 2005 et modification corrélative de l'article 13 des statuts relatif aux règles de quorum et de majorité dans les Assemblées Générales Ordinaires,
 10. Mise en conformité des statuts avec la loi du 26 juillet 2005 et modifications corrélatives de l'article 14 des statuts relatif aux règles de quorum et de majorité dans les Assemblées Générales Extraordinaires,
 11. Autorisation donnée au Directoire de consentir des options d'achat d'actions,
 12. Pouvoirs.
-

Tous les Actionnaires, quel que soit le nombre de leurs titres, ont le droit d'assister à cette Assemblée. Sur demande adressée au siège de la société ou au CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées - 92862 Issy Les Moulineaux cedex 09, une carte d'admission leur sera envoyée.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, les Actionnaires qui ne pourraient assister à cette Assemblée auront la possibilité de choisir de donner pouvoir à un autre actionnaire ou à leur conjoint ou bien de retourner une procuration sans indication de mandataire, ou bien encore de voter par correspondance.

Un formulaire de procuration ou de vote par correspondance ainsi que ses annexes seront adressés aux frais de la société, aux Actionnaires nominatifs. Ils peuvent être demandés également au siège de la société ou au CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées - 92862 92862 Issy Les Moulineaux cedex 09, au plus tard cinq jours avant la réunion. Pour être pris en considération, les formulaires retournés devront parvenir à la société ou au CACEIS Corporate Trust au plus tard trois jours avant la réunion.

Pour avoir le droit d'assister à cette Assemblée, ou de s'y faire représenter par son conjoint ou par un mandataire lui-même Actionnaire, ou bien encore de voter par correspondance, les titulaires d'actions nominatives doivent être inscrits en compte nominatif auprès de la société trois jours, au moins, avant la date fixée pour cette Assemblée. Les propriétaires d'actions au porteur devront, dans le même délai, faire immobiliser leurs titres en compte par l'intermédiaire habilité (banque, établissement de crédit, société de bourse) ayant qualité pour délivrer une attestation d'immobilisation. L'attestation d'immobilisation devra, selon le cas, être jointe à la demande de carte d'admission ou bien être jointe au formulaire de procuration ou de vote par correspondance.

Les Actionnaires pourront se procurer les documents prévus aux articles 135 et 258 du même décret par simple demande adressée au siège social de la société ou au CACEIS Corporate Trust.

INVITATION TO ATTEND Extraordinary General Meeting 1 June 2006

Vallourec's shareholders are invited to the salon d'honneur of the Palais Brongniart , 1st floor (Entrance opposite 40, rue Notre Dame des Victoires), in Paris (75002), on **Thursday 1 June 2006** to attend the **Extraordinary General Meeting** following the Annual General Meeting convened for the same day at 4:30 p.m. , in order to consider the items on the following agenda :

1. Division of the nominal value of the shares by five (5) to reduce the nominal value of each share from 20 euros to four (4) euros,
2. Amendment of the provisions of Article 8 of the By-laws on declaration of crossing thresholds,
3. Amendment of the provisions of the By-laws on the removal from office of members of the Management Board,
4. Amendment of Article 9 of the By-laws on the length of terms of office and age limit for members of the Management Board,
5. Amendment of Article 10 of the By-laws relating to the Supervisory Board: amendment of the age limit for members of the Supervisory Board,
6. Creation of the position of Censeur (non-voting consulting director),
7. Appointment of a Censeur,
8. Amendment of Article 12 of the By-laws relating to General Meetings: amendment relating to the place at which General Meetings are held,
9. Amendment of By-laws to bring them into line with the French Act of 26 July 2005 and corresponding amendment of Article 13 of the By-laws relating to the rules for quorum and majority required for Ordinary General Meetings,
10. Amendment of By-laws to bring them into line with the French Act of 26 July 2005 and corresponding amendments of Article 14 of the By-laws relating to the rules for quorum and majority required for Extraordinary General Meetings,
11. Authorization given to the Management Board to grant share purchase options,
12. Powers.

All shareholders, irrespective of the number of shares they hold, have the right to attend this Meeting. Upon application to the Registered Office or to CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées - 92862 Issy Les Moulineaux cedex 09, an admission card will be sent to any shareholder wishing to attend.

In accordance with current legislation, shareholders who cannot attend this Meeting will be able either to nominate another shareholder or their spouse as proxy, or to return a proxy form without indicating a representative, or to vote by post.

A form for proxy or postal vote and related attachments will be sent at the Company's expense to holders of registered shares. Forms for proxy and postal vote can be obtained from the Registered Office or to CACEIS Corporate Trust - Service Assemblées - 92862 Issy Les Moulineaux cedex 09, five days before the meeting. To make sure, proxy are taken into account, they should be back to CACEIS Corporate Trust at least three days before the date set for this Meeting.

In order to have the right to attend this Meeting, or to be represented by their spouse or another shareholder, or to use a postal vote, holders of registered shares must have been registered as such with the Company at least three days before the date set for this Meeting. Holders of bearer shares must, at least three days before the date set for this Meeting, lodge their shares in a blocked account with a bank, credit institution, stockbroker authorised to issue a certificate of immobilization.

The certificate must, where applicable, be attached to the request for an admission card or to the proxy or postal vote form.

The shareholders can get documents covered by the articles 135 and 258 of the same decree by simple mail addressed to the Registered Office of the company.

THE MANAGEMENT BOARD

PROJET DE RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION *(Division du nominal des actions par cinq)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, décide de diviser le nominal de l'action par cinq (5) afin de ramener la valeur nominale de chaque action de la Société de vingt (20) euros à quatre (4) euros. En conséquence, l'Assemblée prend acte que le capital demeure fixé à 212 006 640 euros divisé en 53 001 660 actions de quatre (4) euros de nominal. Les 53 001 660 actions nouvelles seront attribuées aux Actionnaires de la Société à raison de cinq (5) actions nouvelles pour une (1) action détenue. Cette division sera effective au 18 juillet 2006.

L'Assemblée Générale, décide en conséquence de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui sera rédigé comme suit :

"Le capital social est fixé à 212 006 640 euros divisé en 53 001 660 actions de quatre (4) euros de nominal chacune."

L'Assemblée Générale, prend acte que la division du nominal et l'attribution corrélative de nouvelles actions aux actionnaires sont sans effet sur le droit de vote double prévu par les statuts de la Société. Les actions nouvelles conserveront les mêmes droits que les actions anciennes auxquelles elles se substitueront, à savoir que les actions ayant droits de vote double au jour de l'attribution conserveront celui-ci et que la date de départ de computation du délai de 4 ans nécessaire à l'obtention du droit de vote double restera inchangée.

L'Assemblée Générale confirme par ailleurs, en tant que de besoin, que cette division d'actions aura pour conséquence de multiplier par cinq (5) le nombre d'actions gratuites attribuées par le Directoire le 16 janvier 2006, sur décision du Conseil de Surveillance du 14 décembre 2005, dans le cadre de l'autorisation résultant de la 9^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2005, aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux de la société répondant aux conditions fixées par la loi ou des sociétés liées au sens de l'article L. 225-197-2 du code de commerce.

DEUXIEME RESOLUTION *(Modification des dispositions de l'article 8 des statuts sur les déclarations de franchissement de seuils)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire décide de modifier l'article 8 des statuts de la Société en ajoutant à la fin de l'article un nouveau paragraphe rédigé comme suit :

"5. Franchissement de seuils statutaires

Les franchissements, à la hausse ou à la baisse, des seuils prévus par la loi doivent être déclarés par tout actionnaire auprès de la Société et de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), selon les dispositions légales en vigueur. L'absence de déclaration entraîne l'application des dispositions légales en vigueur.

Outre les déclarations de franchissement de seuils expressément prévus par les articles L. 233-7-I et II du code de commerce, toute personne physique ou morale qui vient à détenir, directement ou indirectement par l'intermédiaire de sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, seule ou de concert, un nombre d'actions au porteur de la Société égal ou supérieur à trois (3), quatre (4), six (6), sept (7), huit (8), neuf (9) et douze et demi (12,5) pour cent du nombre total des actions composant le capital social doit, dans un délai de cinq (5) jours de Bourse à compter du franchissement dudit seuil, informer la Société du nombre total d'actions qu'elle possède, par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au siège social de la Société.

L'information mentionnée à l'alinéa précédent est également donnée dans les mêmes délais et selon les mêmes conditions, lorsque la participation en capital devient inférieure aux seuils mentionnés par cet alinéa.

Dans chaque déclaration, le déclarant devra certifier que la déclaration faite comprend bien tous les titres détenus, seul ou de concert, directement ou indirectement par l'intermédiaire de sociétés qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce ou comme indiqué à l'article L. 233-9 du code de commerce. Il devra indiquer également la ou les dates d'acquisition ou de cession des actions déclarées.

Les sanctions prévues par la loi en cas d'inobservation de l'obligation de déclaration de franchissement des seuils légaux s'appliquent également en cas de non déclaration du franchissement des seuils prévus par les présents statuts, à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou de plusieurs Actionnaires détenant au moins 5% des actions de la Société."

PROPOSED RESOLUTIONS

FIRST RESOLUTION (*Division of the nominal value of shares by five*).

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, resolves to divide the nominal value of the share by five (5) in order to reduce the nominal value of each of the Company's shares from twenty (20) euros to four (4) euros. Accordingly, the General Meeting records that the share capital shall remain fixed at € 212,006,640 divided into 53,001,660 shares with a nominal value of four (4) euros each. The 53,001,660 new shares will be allocated to the Company's shareholders on the basis of five (5) new shares for one (1) share held. This division will be effective as from 18 July 2006.

The General Meeting resolves to amend Article 6 of the Company's By-laws as a result of this transaction to read as follows:

"the share capital is fixed at € 212,006,640 shares divided into 53,001,660 shares with a nominal value of four (4) euros each."

The General Meeting records that the division of the nominal value and the consequential allocation of new shares to shareholders shall not affect the double voting rights stipulated by the Company's By-laws. The new shares shall have the same rights as the existing shares they are to replace, i.e. the shares that are entitled to double voting rights on the date the new shares are allocated shall retain said rights and the starting date for the calculation of the four-year period required for the entitlement to double voting rights shall remain unchanged.

The General Meeting also confirms that, where relevant, this stock split will result in a five (5) - fold increase in the number of bonus shares allocated by the Management Board on 16 January 2006, as a result of the decision of the Supervisory Board on 14 December 2005, under the terms of the authorization resulting from the ninth resolution of the Ordinary and Extraordinary General Meeting held on 7 June 2005, to the Company's employees or officers who meet the conditions laid down by law or employees or officers of companies that are affiliated to it under the terms of Article L. 225-197-2 of the French Code de Commerce.

SECOND RESOLUTION (*Amendment of the provisions of Article 8 of the By-laws on declaration of crossing thresholds*)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, having heard the Management Board's report, resolves to amend Article 8 of the Company's By-laws by adding the following additional clause to the end of the article:

"5. Crossing of statutory thresholds

Any shareholder crossing a threshold stipulated by law, whether such crossing results in his holding being above or below said threshold, must make a declaration to this effect to the Company and the Autorité des Marchés Financiers (AMF) in accordance with the prevailing legislation. Failure to make such a declaration will result in the application of the legal provisions in force.

In addition to the declarations of crossing thresholds expressly provided by Articles L. 233-7-I and II of the French Code de Commerce, any shareholder (individual or corporate body) that acquires, directly or indirectly by means of companies controlled by the shareholder within the meaning of Article L. 233-3 of the French Code de Commerce, acting singly or jointly, a number of the Company's bearer shares equal to or greater than three (3), four (4), six (6), seven (7), eight (8), nine (9) and twelve and half (12.5) per cent of the total number of shares making up the share capital must, within five (5) trading days of crossing said threshold, inform the Company of the total number of shares it holds, by letter sent by recorded delivery with advice of receipt to the Company's registered office.

In each declaration, the shareholder making the declaration must certify that the declaration made covers all the shares held, acting singly or jointly, directly or indirectly by means of companies controlled by the shareholder within the meaning of Article L. 233-3 of the French Code de Commerce or as indicated in Article L. 233-9 of the French Code de Commerce. The shareholder must also indicate the date or dates of acquisition or disposal of the shares to which the declaration refers.

The penalties provided for by law in the event of failure to comply with the requirement to declare the crossing of legal thresholds apply also in the event of the failure to declare the crossing of thresholds stipulated by these By-laws, at the request, recorded in the minutes of the General Meeting, of one or more shareholders holding at least 5% of the Company's shares".

TROISIEME RESOLUTION (*Extension du mode de révocation des membres du Directoire*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, sur proposition du Directoire et après avoir entendu la lecture de son rapport décide que les membres du Directoire pourront désormais être révoqués, non seulement par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, mais également par le Conseil de Surveillance de la Société.

L'Assemblée Générale décide en conséquence d'apporter les modifications suivantes aux articles 9, 10 et 13 des statuts de la Société :

Article 9 - Directoire

1. Composition du Directoire.

La première phrase de l'alinéa 3 est complétée comme suit :

« Tout membre du Directoire peut être révoqué soit par l'Assemblée Générale Ordinaire, soit par le Conseil de Surveillance. »

Le reste de l'alinéa et de l'article 9 est inchangé.

Article 10 - Conseil de Surveillance

3. Attributions du Conseil de Surveillance.

Un nouvel alinéa 2 est inséré comme suit :

« Il peut révoquer les membres du Directoire et fixe leur rémunération. »

Le reste de l'article 10 est inchangé.

Article 13 - Assemblée Générale Ordinaire

2. Pouvoirs de l'Assemblée.

Un nouvel alinéa 5 est inséré comme suit :

« Elle peut révoquer les membres du Directoire. »

Le reste de l'article 13 est inchangé.

QUATRIEME RESOLUTION (*Modification de l'article 9 des statuts sur la durée du mandat et la limite d'âge des membres du Directoire*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, décide que le 4^{ème} alinéa du 1^{er} paragraphe (Composition du Directoire) de l'article 9 des Statuts sera désormais rédigé comme suit :

« Les membres du Directoire sont nommés pour une durée maximale de six ans. Ils sont rééligibles. Tout membre du Directoire venant à dépasser l'âge de 65 ans est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui suit sa date anniversaire. Le Conseil de Surveillance peut prolonger d'un an cette limite d'âge, auquel cas, le membre du Directoire concerné est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire obligatoire qui suit la date anniversaire de ses 66 ans. »

CINQUIEME RESOLUTION (*Modification de l'article 10 des statuts sur la limite d'âge des membres du Conseil de Surveillance*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, décide de modifier l'article 10 des statuts de la Société et de remplacer le 3^{ème} alinéa du 1^{er} paragraphe (composition) dudit article par le texte suivant :

"Lorsqu'un membre du Conseil de Surveillance dépasse l'âge de 70 ans il reste membre du Conseil jusqu'au terme normal de son mandat. Il peut ensuite être réélu une fois, pour un mandat d'une durée maximale de deux ans. L'application de ces dispositions ne peut toutefois conduire à ce que le nombre des membres du Conseil de Surveillance ayant dépassé l'âge de 70 ans soit supérieur au tiers des membres du Conseil de Surveillance (personnes physiques ou représentants de personnes morales).

Si le quota du tiers susvisé venait à être dépassé, à défaut de la démission volontaire d'un membre du Conseil de Surveillance de plus de soixante-dix ans, le plus âgé des membres du Conseil de Surveillance serait réputé démissionnaire d'office."

THIRD RESOLUTION (*Extension of the method of removing members of the Management Board from office*)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, on the recommendation of the Management Board and having heard its report recommended by the Supervisory Board and resolves that members of the Management Board may in future be removed from office not only by the shareholders at an Ordinary General Meeting but also by the Company's Supervisory Board.

The General Meeting therefore resolves to amend Articles 9, 10 and 13 of the By-laws as follows:

Article 9 – Management Board

1. Composition of the Management Board:

The following addition is made to the first sentence of the section 3:

“Any member of the Management Board may be removed from office either by the Ordinary General Meeting or by the Supervisory Board”.

The rest of the section and the Article 9 remains unchanged.

Article 10 – Supervisory Board

3. Powers, duties and functions of the Supervisory Board:

A new section 2 is inserted as follows:

“It may remove members of the Management Board and fix their remuneration.”

The rest of Article 10 remains unchanged.

Article 13 – Ordinary General Meeting

2. Powers of the meeting:

A new section 5 is inserted as follows:

“It may remove members of the Management Board from office.”

The rest of Article 13 remains unchanged.

FOURTH RESOLUTION (*Amendment of Article 9 of the By-laws on the length of terms of office and age limit for members of the Management Board*)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, having heard the report of the Management Board, resolves to amend clause 4 of paragraph 1 (Composition of the Management Board) of Article 9 to read as follows:

“Members of the Management Board shall be appointed for a maximum term of six years. They shall be eligible for re-election. Any member of the Management Board who passes the age of 65 shall be deemed to have resigned automatically at the close of the Ordinary General Meeting following his 65th birthday. The Supervisory Board may extend this age limit by one year, in which case the Management Board member concerned shall be deemed to have resigned automatically at the close of the mandatory Ordinary General Meeting following his 66th birthday. »

FIFTH RESOLUTION (*Amendment of Article 10 of the By-laws on the age limit for members of the Supervisory Board*)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, having heard the report of the Management Board, resolves to amend Article 10 of the Company's By-laws and to replace section 3 of paragraph 1 (Composition) of the said article with the following:

“When a member of the Supervisory Board passes the age of 70, he shall remain a member of the Board until the normal expiry of his term of office. He may then be re-elected once, for a maximum term of two years. The application of these provisions may not however result in the number of members of the Supervisory Board aged over 70 exceeding one-third of the total members of the Supervisory Board (individuals or representatives of corporate bodies).

If the aforementioned one-third quota is exceeded, failing the voluntary resignation of a member of the Supervisory Board who is aged over seventy, the oldest member of the Supervisory Board shall be automatically deemed to have resigned.”

SIXIEME RESOLUTION *(Création de la fonction de Censeur)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire décide de créer la fonction de Censeur et de compléter en conséquence les statuts de la société par un article 10 bis dont le texte est le suivant :

Article 10 bis : Censeurs

"L'Assemblée Générale Ordinaire peut procéder à la nomination de Censeurs choisis parmi les Actionnaires ou en dehors d'eux.

Le nombre de Censeurs ne peut excéder deux.

Les Censeurs sont nommés pour une durée qui ne peut excéder six (6) ans. Ils sont rééligibles.

Les Censeurs ont notamment pour mission de veiller à la stricte application des statuts. Ils sont convoqués aux réunions du Conseil de Surveillance. Ils prennent part aux délibérations avec voix consultative.

Les Censeurs peuvent recevoir une rémunération qui s'impute sur l'enveloppe annuelle des jetons de présence allouée au Conseil de Surveillance par l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires ."

SEPTIEME RESOLUTION *(Nomination d'un Censeur)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, et sous réserve de l'adoption de la 6^{ème} résolution précédente relative à la création de la fonction de Censeur, décide de désigner M. Arnaud Leenhardt en tant que Censeur, pour une durée de quatre ans (4) qui prendra fin avec l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009.

HUITIEME RESOLUTION *(Modification de l'article 12 des statuts sur le lieu de tenue des Assemblées)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire décide de modifier l'article 12 des statuts en complétant le troisième paragraphe (Participation) comme suit : *"Les Assemblées peuvent être réunies au siège social, ou dans tout autre lieu de France métropolitaine. »*

NEUVIEME RESOLUTION *(Modification de l'article 13 des statuts relatif au quorum en Assemblée Générale Ordinaire)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire décide, en conformité avec l'article L. 225-98 alinéa 2 du code de commerce modifié par la loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005, de modifier l'alinéa 1 du paragraphe 1 (Quorum et majorité) de l'article 13 des statuts de la Société comme suit : *« L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les Actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. »*

DIXIEME RESOLUTION *(Modification de l'article 14 paragraphe 2 des statuts relatif au quorum en Assemblée Générale Extraordinaire)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire décide, en conformité avec l'article L. 225-96 du code de commerce modifié par la loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005, de modifier l'alinéa 1 du paragraphe 2 (Quorum et majorité) de l'article 14 des statuts de la Société comme suit : *« L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote, ou sur seconde convocation, le cinquième des actions ayant droit de vote. »*

SIXTH RESOLUTION (*Creation of the position of Censeur*)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, having heard the report of the Management Board, resolves to create the position of Censeur (non-voting consulting director) and to supplement the Company's By-laws accordingly by the addition of Article 10(a), as follows:

Article 10(a): Censeurs

"The Ordinary General Meeting may appoint Censeurs who may but need not be shareholders of the Company.

The number of Censeurs may not exceed two.

Censeurs shall be appointed for a term that may not exceed six (6) years. They shall be eligible for re-election.

The main role of the Censeurs is to ensure the strict application of the By-laws. They shall be called to meetings of the Supervisory Board and take part in discussions in an advisory capacity.

Censeurs may receive remuneration from the annual attendance fee budget granted to the Supervisory Board by the Ordinary General Meeting of shareholders".

SEVENTH RESOLUTION

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, and subject to the adoption of the preceding sixth resolution relating to the creation of the position of Censeur, resolves to appoint Mr Arnaud Leenhardt as Censeur for a term of four (4) years expiring at the close of the General Meeting called to approve the financial statements for the financial year 2009.

EIGHTH RESOLUTION (*Amendment of Article 12 of the By-laws on the place at which General Meetings are held*)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, having heard the report of the Management Board, resolves to amend Article 12 of the By-laws by adding the following to the third clause relating to shareholders' meetings: *"General Meetings may be held at the registered office or at any other place in mainland France."*

NINTH RESOLUTION (*Amendment of Article 13, of the By-laws relating to the quorum for Ordinary General Meetings*)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, having heard the report of the Management Board, resolves, in accordance with Article L. 225-98, section 2 of the French Code de Commerce as amended by French Act no. 2005-842 of 26 July 2005, to amend Article 13, section 1, paragraph 1 of the Company's By-laws as follows: *"The Ordinary General Meeting may only take valid decisions the first time the General Meeting is convened if the shareholders present or represented own at least one-fifth of the voting shares."*

TENTH RESOLUTION (*Amendment of Article 14, of the By-laws relating to the quorum for Extraordinary General Meetings*)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, having heard the report of the Management Board, resolves, in accordance with Article L. 225-96 of the French Code de Commerce as amended by French Act no. 2005-842 of 26 July 2005, to amend Article 14, section 2, paragraph 1 of the Company's By-laws as follows: *"The Extraordinary General Meeting may only take valid decisions the first time the General Meeting is convened if the shareholders present or represented own at least one-quarter of the voting shares or, the second time the General Meeting is convened, one-fifth of the voting shares."*

ONZIEME RESOLUTION (*Autorisation donnée au Directoire de consentir des options d'achat d'actions*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, constate que l'autorisation donnée au Directoire aux termes de la 2^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 2000, de consentir des options d'achat d'actions a pris fin le 15 juin 2005.

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Directoire dans le cadre des articles L. 225-177 à L. 225-185 du code de commerce à offrir, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, au bénéfice de ceux qu'il désignera parmi les membres du personnel ou les dirigeants ou les mandataires sociaux de la société et des sociétés ou groupements qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du code de commerce, des options d'achat d'actions provenant d'un rachat effectué par la Société elle-même.

La présente autorisation dont il pourra être fait usage en une ou plusieurs fois, est conférée pour une durée de trente huit mois à dater de ce jour.

Le nombre total d'actions qui auront été et/ou qui seront susceptibles d'être acquises par exercice des options attribuées en application de la présente résolution ne pourra être supérieur à 10% du capital social existant aux jours d'attribution d'options. Il est précisé que, en particulier et sans limitation, toutes les options expirées, invalidées, objet d'une renonciation ou plus généralement non susceptibles d'être exercées, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte pour l'application de la phrase précédente.

La présente décision sera exécutée dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

La durée de validité des options ne pourra être supérieure à sept ans à compter de leur date d'attribution.

Le prix d'achat des actions ordinaires sera fixé par le Directoire qui consent les options. Il ne pourra être inférieur à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Directoire.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Directoire, dans les limites ci-dessus fixées, à l'effet de :

- déterminer les modalités des options, notamment les conditions dans lesquelles seront consenties ces options et désigner les bénéficiaires ; fixer l'époque ou les époques d'exercice des options et plus généralement de réalisation ;
- prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant un délai maximum de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions ;
- et généralement accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de constater la ou les augmentations de capital résultant de l'exercice des options et modifier les statuts en conséquence et généralement faire tout ce qui sera nécessaire ou utile.

Le Directoire informera chaque année l'Assemblée Générale Ordinaire des opérations réalisées dans le cadre de la présente autorisation.

DOUZIEME RESOLUTION (*Pouvoirs*)

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs aux porteurs d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme des présentes pour effectuer tous dépôts, publications, déclarations et formalités prévus par la loi et nécessaires à la mise en œuvre des résolutions qui précèdent.

ELEVENTH RESOLUTION *(Authorization given to the Management Board to grant share purchase options)*

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, notes that the authorization given to the Management Board under the terms of the second resolution of the Extraordinary General Meeting held on 15 June 2000 to grant share purchase options expired on 15 June 2005.

The General Meeting, having acquainted itself with the report of the Management Board and the special report of the Auditors, authorizes the Management Board, pursuant to the provisions of Articles L. 225-177 to L. 225-185 of the French Code de Commerce, to offer, on the basis of its decisions alone, on one or more occasions, for the benefit of those it nominates from among the employees, managers or officers of the Company or of companies or groupings affiliated to the Company under the terms of Article L. 225-180 of the French Code de Commerce, options to purchase shares that have become available as a result of a share buy-back carried out by the Company.

This authorization, which may be used on one or more occasions, is given for a period of thirty-eight months from the date of this General Meeting.

The total number of shares that will have been and/or may be acquired by the exercise of options granted in accordance with this resolution may not exceed 10% of the share capital in issue on the date on which the options are granted. It is specified that, in particular and without limit, all options that have expired, been declared null and void, been waived or, more generally, are not likely to be exercised, for whatever reason, shall not be taken into account when applying the provisions set out in the preceding sentence.

This decision shall be executed in accordance with the terms and procedures stipulated by the prevailing regulations.

The validity period of the options may not exceed seven years from the date on which they are granted.

The purchase price of ordinary shares shall be fixed by the Management Board that shall grant the options. It may not be less than the average of the prices listed during the twenty trading sessions preceding the date on which the Management Board grants the options.

The General Meeting invests all powers in the Management Board, subject to the limits fixed above:

- to determine the terms and conditions applicable to such options, in particular, the terms for granting options and nominating the beneficiaries, and to set the time or times at which options may be exercised and, more generally, the implementation of this operation;
- to provide for the possibility to suspend temporarily the exercise of options for a maximum of three months in the event of financial transactions involving the exercise of a right attaching to shares;
- and generally to carry out or arrange for the carrying out of all actions and formalities for the purposes of recording the capital increase or increases resulting from the exercise of options and to amend the By-laws accordingly and in general to do all that may be necessary or useful.

The Management Board shall inform the Ordinary General Meeting each year of transactions carried out in accordance with this authorization.

TWELFTH RESOLUTION *(Powers)*

The General Meeting grants all powers to the bearer of an original, a copy or a certified true extract of these resolutions to carry out all filings, publications, notifications and formalities required by law and necessary for the implementation of the preceding resolutions.

RESULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(FIVE-YEAR FINANCIAL SUMMARY)

en euros (€)

	2001	2002	2003	2004	2005
CAPITAL (CAPITAL)					
Capital social (<i>Share capital</i>)	194 604 520	194 604 520	194 604 520	197 399 120	212 006 640
Nombre d'actions ordinaires existantes (<i>Number of ordinary shares in issue</i>)	9 730 226	9 730 226	9 730 226	9 869 956	10 600 332
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droits de vote) existantes (<i>Number of preference dividend shares (without voting rights) in issue</i>)					
Nombre maximal d'actions futures à créer : (<i>Maximum number of new shares to be issued:</i>)					
- Par conversion d'obligations (<i>By conversion of bonds</i>)					
- Par exercice de droits de souscription (<i>By exercise of subscription rights</i>)	178 500	173 250	171 750	32 020	8 174
- Par remboursement d'obligations (<i>By redemption of bonds</i>)					
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE (OPERATIONS AND RESULTS FOR THE YEAR)					
Chiffre d'affaires hors taxes (<i>Sales excluding tax</i>)	0	0	0	0	0
Résultat avant impôt, participation des salariés, amortissements & provisions <i>(Income (loss) before tax, employee profit sharing, amortizations, depreciation and provisions)</i>	29 404 736	26 166 369	71 129 582	-58 687 367	-11 515 957
Impôt sur les bénéfices (<i>Income tax</i>)	-2 026 370	-12 983 543	-3 192 803	-5 827 453	-10 031 246
Participation des salariés due au titre de l'exercice (<i>Employee profit sharing in respect of the year</i>)					
Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements & provisions <i>(Income (loss) after tax, employee profit sharing, amortizations, depreciation and pro</i>	39 457 204	19 058 711	56 780 396	30 064 061	14 144 934
Résultat distribué (<i>Dividends distributed</i>)	20 433 473	20 433 473	15 568 362	31 583 859	118 723 718
RESULTAT PAR ACTION (PER SHARE DATA)					
Résultat après impôt, participation des salariés, mais avant amortissements & provisions <i>(Income (loss) after tax and employee profit sharing, but before depreciation and provisions)</i>	3,23	4,02	7,64	-5,36	-0,14
Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements & provisions <i>(Income (loss) after tax, employee profit sharing, amortizations, depreciation and provisions)</i>	4,06	1,96	5,84	3,05	1,33
Dividende attribué à chaque action (<i>Dividend allotted to each share</i>)	2,10	2,10	1,60	3,20	11,20
PERSONNEL (EMPLOYEES)					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice (<i>Average number of employees during the financial year</i>)	4	6	4	5	5
Montant de la masse salariale de l'exercice (<i>Payroll for the financial year</i>)	452 178	422 011	530 257	594 460	573 987
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales, etc...) (<i>Payroll-related costs (social security, employee benefits, etc.)</i>)	149 523	155 074	193 881	188 462	214 024

VALLOUREC

*Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 212 006 640 €
Siège social, 130 rue de Silly à 92100 Boulogne Billancourt
552 142 200 RCS Nanterre*

ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE *ORDINARY AND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING*

DU 1^{er} JUIN 2006
TO BE HELD ON 1 JUNE 2006

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS **REQUEST FOR DOCUMENTS AND INFORMATION** **(Visés à l'article 135 du décret 67-236 du 23 mars 1967)** *(Covered by article 135 of decree 67-236 dated 23 March 1967)*

Je soussigné (I, the undersigned) :

Nom et prénoms (*Surname and first name*) :

Domicile (*Home address*) :

Propriétaire de (*Owner of*) :actions nominatives et de (*registered shares and*)actions au porteur (*bearer shares*) inscrites en compte chez (établissement financier).

Ayant pris connaissance des documents joints à la présente formule, se rapportant à l'Assemblée précitée et visés à l'article 133 du décret 67-236 du 23 mars 1967 (*having read the documents attached to this form, concerning the above-mentioned Meeting and covered by article 133 of decree 67-236 dated 23 March 1967*),

Demande à ladite société de m'adresser sans frais pour moi, à compter de la convocation officielle et avant la réunion de l'Assemblée, les documents et renseignements visés à l'article 135 du même document (*request the said company to send me, free of charge, following the publication of the official notice and before the Meeting, the documents and information covered by article 135 of the same decree*).

Fait à (Signed place)

, *le(date)*

en cas d'utilisation cette formule doit être retournée directement au siège de la Société.
(When completed, this form should be returned directly to the company's Registered Office)

NOTA – Conformément à l'article 138 du décret du 23 mars 1967, les Actionnaires nominatifs peuvent par une demande unique obtenir de la Société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles 133 et 135 du décret précité à l'occasion de chacune des Assemblées ultérieures (*In accordance with article 138 of the decree dated 23 March 1967, registered shareholders may make a single request for the company to send documents and information covered by articles 133 and 135 of the above-mentioned decree for each subsequent Meeting*)



SA à Directoire et à Conseil de Surveillance
au capital de 212 006 640 €
Siège social : 130 rue de Silly - 92100 Boulogne-Billancourt
552 142 200 RCS Nanterre
Siret 552 142 200 00765 APE 741J

Tél. : +33 (0)1 49 09 38 24
Fax : +33 (0)1 49 09 36 94
Site Internet : www.vallourec.fr